

REGLEMENT DU STATUT ET
DU TRANSFERT DES JOUEURS
DES CLUBS AFFILIES À LA
FECAFOOT

Le Comité Exécutif de la FECAFOOT a adopté le règlement suivant et ses annexes, qui en font partie intégrante, sur la base de l'article 1, alinéas 2 et 3 du règlement du Statut et du transfert des joueurs de la FIFA adopté en juillet 2005 et de l'article 6 alinéa 1 des statuts de la FECAFOOT.

DEFINITIONS

Pour l'interprétation du présent règlement, les termes ci-après cités se définissent comme suit :

1. **Ancienne association** : l'association à laquelle l'ancien club était affilié.
2. **Ancien club** : le club que le joueur quitte.
3. **Nouvelle association** : l'association à laquelle le nouveau club est affilié.
4. **Nouveau club** : le club que le joueur rejoint.
5. **Matches officiels** : matches disputés dans le cadre du football organisé, tels que les matches de championnat national, de coupe nationale ainsi que les matches internationaux entre clubs, à l'exception des matches amicaux et des matches tests.
6. **Football organisé** : le football organisé sous l'égide de la FIFA, de la CAF et de la FECAFOOT ou autorisé par elles.
7. **Période protégée** : période de trois saisons entières ou de trois ans – seule la période la plus courte étant retenue – suivant l'entrée en vigueur d'un contrat si le contrat en question a été conclu avant le 28^e anniversaire du professionnel, ou une période de deux saisons entières ou de deux ans – seule la période la plus courte étant retenue – suivant l'entrée en vigueur d'un contrat si le contrat en question a été conclu après le 28^e anniversaire du professionnel.
8. **Période d'enregistrement** : période de transfert fixée par les textes de la FECAFOOT.
9. **Saison** : pour les besoins de ce règlement, une saison débute lors du premier match officiel du championnat national et se termine lors du dernier match officiel du championnat national.
10. **Indemnité de formation** : paiements versés pour la formation des jeunes joueurs, conformément à l'annexe 2.

Il est également fait référence à la section « définitions » des Statuts de la FIFA.

N.B. : *Le masculin générique utilisé par souci de concision s'applique au sexe féminin, de même que le singulier peut avoir un sens pluriel et vice-versa.*

I – DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

Article 1 : Champ d'application

1. Le présent règlement établit des règles contraignantes concernant le statut et la qualification des joueurs pour participer aux compétitions organisées par la FECAFOOT, ainsi que leur transfert entre des clubs affiliés à la FECAFOOT.
2. Le présent règlement traite aussi de la libération des joueurs pour leur mise à disposition des équipes représentatives. Les règles concernant ce point sont stipulées dans l'annexe 1. Ces dispositions sont contraignantes pour tous les clubs affiliés à la FECAFOOT.

II – STATUT DU JOUEUR

Article 2 : Statut du joueur : joueurs amateurs et joueurs professionnels

1. Les joueurs participant au football organisé sont soit amateurs, soit professionnels.
2. Est réputé joueur professionnel tout joueur bénéficiant d'un contrat écrit avec un club et qui perçoit une rémunération mensuelle relative à l'exercice de cette activité footballistique. Tous les autres joueurs sont réputés amateurs.

Article 3 : Ré acquisition du statut d'amateur

1. Un joueur enregistré comme professionnel ne peut être enregistré comme amateur qu'après un délai minimum de 30 jours à compter du dernier match comme professionnel.
2. En cas de ré acquisition du statut d'amateur, aucune indemnité n'est redevable. Si dans un délai de 30 mois, le joueur est à nouveau enregistré en tant que professionnel, son nouveau club est tenu de payer une indemnité de formation conformément à l'art. 17 ci-dessous.

Article 4 : Cessation d'activités

1. Un professionnel enregistré dans un club camerounais qui cesse ses activités à échéance de son contrat, de même qu'un amateur qui met fin à ses activités demeure enregistré pendant 30 mois auprès de la FECAFOOT.
2. Le délai court à compter du dernier match officiel lors duquel le joueur a joué pour le club.

III – ENREGISTREMENT DES JOUEURS

Article 5 : Enregistrement

1. Un joueur doit être enregistré auprès de la FECAFOOT pour jouer avec un club soit en tant que professionnel soit en tant qu'amateur, conformément aux dispositions de l'art. 2 ci-dessus. Seuls les joueurs enregistrés sont qualifiés pour participer au football organisé. Le joueur enregistré est tenu de respecter les Statuts et les règlements de la FIFA, de la CAF et de la FECAFOOT.
2. Un joueur ne peut être enregistré qu'auprès d'un club à la fois.
3. Un joueur ne peut être enregistré auprès de plus de trois clubs successifs au cours d'une même saison. Durant cette période, il ne peut jouer en matches officiels que pour deux clubs. A titre dérogatoire, un joueur transféré d'un club à un autre appartenant à des associations dont les saisons respectives se chevauchent (par exemple été/automne et hiver/printemps) peut être éligibles pour jouer en matches officiels pour un troisième club durant la saison appropriée, sous réserve qu'il ait pleinement acquitté ses obligations contractuelles à l'égard de ses précédents clubs. De même, les dispositions relatives aux périodes d'enregistrement (art. 6) et à la durée minimale d'un contrat (art. 16, al. 2) doivent être respectées.
4. En tout état de cause, l'intégrité sportive de la compétition doit être dûment prise en considération. En particulier, le joueur ne sera en aucun cas éligible pour jouer en matches officiels pour plus de deux clubs lors d'une même saison du même championnat ou de la Coupe du Cameroun, sous réserve de règlements plus stricts des compétitions.

Article 6 : Période d'enregistrement

1. Un joueur ne peut être enregistré qu'au cours de l'une des deux périodes annuelles d'enregistrement fixées à l'alinéa 2 ci-dessous. A titre exceptionnel, un professionnel dont le contrat a expiré avant la fin de la période d'enregistrement peut être enregistré en dehors de cette période d'enregistrement, à condition que l'intégrité sportive de la compétition concernée soit dûment prise en considération. En cas de résiliation de contrat pour juste cause, la FECAFOOT peut prendre des mesures provisoires afin d'éviter tout abus.
2. Les périodes d'enregistrement des joueurs sont les suivantes :
 - pendant la période comprise entre le dernier match officiel d'un championnat organisé par la Fédération et le premier match officiel de la saison suivante de ce championnat ;
 - pendant une période dite de « Mercanto » d'une durée de vingt et un (21) jours suivant la fin du dernier match officiel de la phase aller d'un championnat organisé par la FECAFOOT.
3. Un joueur ne peut être enregistré – hormis l'exception prévue à l'al. 1 ci-dessus, - que si le club soumet valablement une demande au Secrétaire Général de la FECAFOOT au cours de la période d'enregistrement.
4. Les dispositions concernant les périodes d'enregistrement ne s'appliquent pas aux compétitions disputées seulement par les amateurs. Le règlement des compétitions fixe la période d'enregistrement des joueurs tout en prenant en compte l'intégrité sportive de la compétition en question.

Article 7 : Passeport du joueur

La FECAFOOT est tenue de fournir au club auprès duquel le joueur est enregistré un passeport du joueur contenant tous les détails personnels du joueur. Ce document doit notamment indiquer tout club auprès duquel le joueur a été enregistré depuis la saison de son 12^e anniversaire. Si l'anniversaire a lieu entre les saisons, le passeport portera le nom du club auprès duquel il était enregistré lors de la saison suivant son anniversaire.

Article 8 : Demande d'enregistrement

La demande d'enregistrement d'un professionnel doit être soumise accompagnée d'une copie du contrat du joueur. Il incombe à la Commission du Statut du Joueur de décider s'il sera tenu compte ou

non de tout amendement contractuel ou de tout accord additionnel ne lui ayant pas été dûment soumis.

Article 9 : Prêts de joueurs professionnels

1. Un professionnel ne peut être prêté à un autre club que sur la base d'un contrat écrit entre le joueur et les clubs concernés. Un tel prêt est soumis aux mêmes règles que pour le transfert des joueurs, y compris les dispositions sur les indemnités de formation et le mécanisme de solidarité.
2. Sous réserve de l'art. 5, al. 3 ci-dessus, la période minimum de prêt doit correspondre à la période comprise entre deux périodes d'enregistrement.
3. Un club ayant accepté un joueur sur la base d'un prêt n'est pas habilité à le transférer à un troisième club sans l'autorisation écrite du club prêteur et du joueur concerné.

Article 10 : Joueurs non enregistrés

1. Un joueur n'ayant pas été enregistré auprès de la FECAFOOT et étant aligné pour le compte d'un club lors d'un match officiel sera considéré comme ayant joué illégalement.
2. Le club ayant aligné ce joueur aura match perdu même si des réserves de qualification n'ont pas été formulées à son encontre.

IV – STABILITE CONTRACTUELLE ENTRE PROFESSIONNELS ET CLUBS

Article 11 : Respect des contrats

Un contrat entre joueurs professionnels et clubs peut être rompu à échéance du contrat ou d'un commun accord.

Article 12 : Rupture de contrat pour juste cause

En présence d'un cas de juste cause, un contrat peut être rompu par l'une ou l'autre des parties sans entraîner de conséquences (ni paiement d'indemnités, ni sanctions sportives).

Article 13 : Rupture de contrat pour juste cause sportive

1. Un professionnel accompli ayant pris part à moins de 10 % des matches officiels joués par son club au cours d'une saison peut rompre son contrat prématurément sans encourir de sanctions sportives (juste cause sportive). Lors de l'évaluation de tels cas, il convient de tenir compte de la situation du joueur. L'existence d'une juste cause sportive sera établie au cas par cas.
2. Dans ce cas, aucune sanction sportive ne sera prise, mais des indemnités pourraient être demandées.
3. Un professionnel ne peut rompre son contrat sur la base d'une juste cause sportive que dans les 15 jours suivant le dernier match officiel de la saison du club auprès duquel il est enregistré.

Article 14 : Interdiction de rupture de contrat en cours de saison

Un contrat ne peut être résilié unilatéralement en cours de saison.

Article 15 : Conséquences d'une rupture de contrat sans juste cause

Les dispositions suivantes s'appliquent lorsqu'un contrat est résilié sans juste cause :

1. Dans tous les cas, la partie ayant rompu le contrat est tenue de payer une indemnité. Sous réserve des dispositions stipulées à l'art. 17 ci-dessous et à l'annexe 2 concernant les indemnités de formation. Si rien n'est prévu par le contrat, l'indemnité pour rupture de contrat est calculée conformément à la réglementation camerounaise en vigueur, aux spécificités du sport et en tenant compte de tout critère objectif inhérent au cas. Ces critères comprennent notamment :
 - la rémunération et autres avantages dus au joueur en vertu du contrat en cours et/ou du nouveau contrat ;
 - la durée restante du contrat en cours jusqu'à cinq ans au plus ;
 - le montant de tous les frais et dépenses occasionnés ou payés par l'ancien club (amortis sur la période contractuelle) ;
 - de même que la question de savoir si la rupture intervient pendant les périodes protégées.
2. Le droit à une telle indemnité ne peut être cédé à un tiers. Si un professionnel est tenu de payer une indemnité, le nouveau club et le

professionnel sont considérés comme coresponsables et individuellement redevables de l'indemnité à payer. Le montant peut être stipulé dans le contrat ou être convenu entre les parties.

3. En plus de l'indemnité redevable, des sanctions sportives sont prononcées à l'encontre du joueur convaincu de rupture de contrat pendant la période protégée. Cette sanction se traduit par une suspension de quatre mois pour les matches officiels. En cas de circonstances aggravantes, la sanction est de six mois. Dans tous les cas, les sanctions sportives prennent effet à compter du début de la saison suivante du nouveau club. Une rupture unilatérale sans juste cause ou juste cause sportive si elle intervient après l'expiration de la période protégée n'entraînera pas de sanction sportive. Des mesures disciplinaires peuvent cependant être imposées en dehors de la période protégée en cas d'absence de préavis de rupture, le préavis devant être donné dans les quinze jours suivant le dernier match officiel de la saison (y compris la Coupe du Cameroun) du club auprès duquel le joueur est enregistré. La période protégée recommence lorsque lors du renouvellement du contrat, la durée du contrat précédent est prolongée.
4. Outre les indemnités redevables, des sanctions sportives peuvent être prises à l'encontre de clubs occasionnant une rupture de contrat ou incitant le joueur à une rupture de contrat durant la période protégée. Dans ce contexte, un club qui signe un contrat avec un joueur professionnel ayant rompu son ancien contrat sans juste cause, est présumé, jusqu'à preuve du contraire, avoir poussé ce professionnel à une rupture de contrat. La sanction se traduit par une interdiction pour le club d'enregistrer de nouveaux joueurs, à l'échelle nationale ou internationale, pendant deux périodes d'enregistrement.
5. Seront sanctionnées toutes les personnes soumises aux Statuts et aux règlements de la FECAFOOT (dirigeants de clubs, agents de joueurs, joueurs etc.) qui agissent de façon à provoquer une rupture de contrat entre un professionnel et un club, en vue de faciliter le transfert du joueur.

**Article 16 : Dispositions spéciales relatives aux contrats
entre professionnels et clubs**

1. Si un agent de joueurs est impliqué dans les négociations du contrat, son nom doit figurer dans le contrat en question.
2. Le contrat d'un joueur professionnel est établi pour une durée minimale allant de la date de son entrée en vigueur jusqu'à la fin de la saison et au maximum pour une durée de cinq ans. Un joueur n'ayant pas encore 18 ans ne peut signer de contrat de joueur professionnel que si la durée

du contrat n'excède pas trois ans. Les clauses dépassant cette durée ne sont pas reconnues. Le contrat professionnel d'un joueur mineur n'est valable que s'il est signé par son père ou sa mère ou son tuteur légal.

3. Avant qu'un club désirent signer un contrat avec un professionnel puisse négocier avec ce dernier, il est tenu d'en informer par écrit le club actuel du professionnel. Un professionnel n'est libre de conclure un contrat avec un autre club que si son contrat avec son club actuel a expiré ou expirera dans les six mois. Toute infraction à cette disposition est passible de la sanction de suspension du professionnel pour une durée de douze (12) mois.
4. La validité d'un contrat ne peut dépendre du résultat positif d'un examen médical et/ou de l'attribution d'un permis de travail.
5. Si un professionnel signe plus d'un contrat pour la même période, il sera suspendu pour une période de douze (12) mois.

V – INFLUENCE D'UNE TIERCE PARTIE

Article 16bis : Influence d'une tierce partie sur des clubs

1. Aucun club ne peut signer de contrat permettant à une quelconque autre partie ou à des tiers d'acquérir dans le cadre de travail ou de transferts, la capacité d'influer sur l'indépendance ou la politique du club ou encore sur les performances de ses équipes.
2. La Commission de Discipline de la FECAFOOT peut infliger des sanctions prévues à l'article 80 des statuts de la Fédération aux clubs qui ne respectent pas les dispositions stipulées du présent article.

VI – INDEMNITES DE FORMATION ET MECANISME DE SOLIDARITE

Article 17 : Indemnités de formation

Des indemnités de formation sont dues à l'ancien club ou aux anciens clubs : (1) lorsqu'un joueur signe son premier contrat en tant que professionnel, et (2) lors de chaque transfert d'un professionnel jusqu'à la saison de son 23^e anniversaire. L'obligation de payer une indemnité de formation existe dès que le transfert est opéré, soit pendant, soit à la fin du contrat. Les détails concernant l'indemnité de formation sont inscrits dans l'annexe 2 du présent règlement.

Article 18 : Mécanisme de solidarité

Si un professionnel est transféré avant l'expiration de son contrat, le ou les clubs qui ont participé à la formation et à l'éducation du joueur reçoivent une partie de l'indemnité versée à l'ancien club au titre de contribution de solidarité. Les détails concernant la contribution de solidarité sont fixés dans l'annexe 3 du présent règlement.

VII – JURIDICTION

Article 19 : Compétences de la FECAFOOT

Sans préjudice du droit de tout joueur ou club à demander réparation devant un tribunal civil pour les litiges liés au travail, la compétence de la FECAFOOT s'étend :

- a) aux litiges entre clubs et joueurs en relation au maintien de la stabilité contractuelle (art. 11-16);
- b) aux litiges relatifs au travail entre un club et un entraîneur ;
- c) aux litiges relatifs à l'indemnité de formation (art. 17) et au mécanisme de solidarité (art. 18) opposant des clubs affiliés à la FECAFOOT et dont la base est le transfert d'un joueur entre des clubs affiliés à la FECAFOOT ;

Article 20 : Chambre Nationale de Résolution des Litiges (CNRL)

La CNRL tranchera tout litige visé à l'art. 19 ci-dessus.

Article 21 : Organisation et règles de procédure de la CNRL

L'organisation et les règles de procédure de la CNRL sont fixées par un texte particulier.

VIII – DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 22 : Cas non prévus et de force majeure

Le Comité Exécutif rend une décision définitive sur tous les cas non prévus dans le présent règlement ou en cas de force majeure.

Article 23 : Le présent règlement entre en vigueur le 16 juillet 2008 date de son adoption par le Comité Exécutif de la FECAFOOT.

Il sera publié en français et en anglais.

ANNEXE 1

MISE À DISPOSITION DES JOUEURS POUR LES EQUIPES REPRÉSENTATIVES DU CAMEROUN

Article 1 : Principes

1. Un club affilié à la FECAFOOT ayant enregistré un joueur doit mettre ce joueur à la disposition de la FECAFOOT s'il est de nationalité camerounaise ou de l'association du pays pour lequel le joueur est qualifié, sur la base de sa nationalité, s'il est convoqué par la FECAFOOT ou par l'association en question. Tout autre accord contraire entre un joueur et un club est nul et de nul effet.
2. La mise à disposition du joueur au sens de l'alinéa précédent est obligatoire pour les matches prévus aux dates du calendrier international des matches coordonnés, de même que pour tous les matches faisant l'objet d'une décision particulière de mise à disposition du Comité Exécutif de la FIFA.
3. La mise à disposition pour les matches devant être disputés à des dates non prévues par le calendrier international des matches coordonnés n'est pas contraignante.
4. Le joueur doit également être mis à disposition pour la période de préparation précédent une rencontre. La durée de cette période est fixée comme suit :
 - a) pour un match amical : 48 heures ;
 - b) pour un match de qualification dans le cadre d'un tournoi international : quatre jours y compris le jour du match. La période de mise à disposition sera étendue à cinq (05) jours si le match en question est disputé dans une confédération autre que la CAF ;
 - c) pour un match de qualification comptant pour un tournoi international prévu à une date réservée pour un match amical : 48 heures ;
 - d) pour un match amical prévu à une date réservée pour un match de qualification comptant pour un tournoi international : 48 heures ;
 - e) pour une compétition finale dans le cadre d'un tournoi international : 14 jours avant le match d'ouverture du tournoi.

5. Les joueurs des associations automatiquement qualifiées pour des compétitions finales de la Coupe du Monde de la FIFA ou de championnats des confédérations pour les équipes nationales « A » doivent être mis à disposition pour les matches amicaux se déroulant aux dates prévues pour les matches officiels, selon les règles applicables aux matches officiels.
6. Les clubs et la FECAFOOT peuvent convenir d'une mise à disposition plus longue.
7. Tout joueur ayant répondu à une convocation de la FECAFOOT au sens du présent article est tenu d'être de nouveau à la disposition de son club 24 heures au plus tard après le match pour lequel il a été convoqué. Ce délai est porté à 48 heures si le match a lieu dans une confédération autre que la CAF. Le club doit être informé par écrit des dispositions de voyage aller-retour prévues pour le joueur et ce, dix jours avant le match. La FECAFOOT doit s'assurer qu'après le match, le joueur regagne son club dans le délai imparti.
8. Dans le cas où un joueur ne rejoint pas son club dans les délais prévus par cet article du fait de la FECAFOOT, la période de mise à disposition pour la FECAFOOT est écourtée comme suit pour les futures mises à disposition du joueur en cause :
 - a) pour un match amical : à 24 heures ;
 - b) pour un match de qualification : à trois jours ;
 - c) pour la compétition finale d'un tournoi international : à dix jours.

Article 2 : Dispositions financières et assurances

1. Un club qui met l'un de ses joueurs à disposition de la FECAFOOT selon les dispositions de la présente annexe n'a droit à aucune indemnité financière.
2. La FECAFOOT supporte les frais effectifs de transport encourus par le joueur suite à sa convocation.
3. Les clubs auprès desquels des joueurs convoqués sont enregistrés assurent eux-mêmes les joueurs concernés contre les maladies et les accidents pouvant survenir durant la période de mise à disposition, de même que contre les blessures contractées lors du match international ou des matches internationaux pour lequel ou pour lesquels ils sont mis à disposition.

Article 3 : Convocation des joueurs

1. En principe, tout joueur de football enregistré dans un club affilié à la FECAFOOT est tenu de répondre positivement à une convocation qui lui est notifiée par la FECAFOOT pour l'une de ses équipes représentatives, sous réserve de l'article 1 alinéa 3 ci-dessus.

2. La FECAFOOT doit notifier le joueur par écrit et ce, 15 jours au plus tard avant le jour du match pour lequel le joueur est convoqué. En cas de convocation d'un joueur pour la compétition finale dans le cadre d'un tournoi international, la FECAFOOT doit le lui notifier par écrit et ce, 15 jours au plus tard avant le début de la période de préparation de 14 jours. La FECAFOOT informera en même temps le club du joueur par écrit. Le club doit confirmer la mise à disposition du joueur dans les six jours qui suivent.

Article 4 : Joueurs blessés

Un joueur ne pouvant satisfaire à une convocation de la FECAFOOT en raison d'une blessure ou d'une maladie doit, à la demande de la FECAFOOT, se soumettre à un examen médical auprès d'un médecin que celle-ci aura choisi.

Article 5 : Restrictions de jeu

Un joueur qui a été convoqué par la FECAFOOT pour l'une de ses équipes représentatives n'a pas le droit de jouer avec le club auquel il appartient pendant le temps que dure ou aurait dû durer sa mise à disposition au sens de la présente annexe, à moins d'un accord avec la FECAFOOT. Cette interdiction de jouer est de surcroît prolongée de 5 jours si le joueur n'a pas voulu ou n'a pu donner suite, pour des raisons quelconques, à la convocation dont il était l'objet.

Article 6 : Mesures disciplinaires

1. Toute violation des dispositions de la présente annexe entraînera l'application par la commission chargée de la discipline des sanctions disciplinaires prévues à l'article 80 des statuts de la FECAFOOT.
2. Si un club refuse de mettre à disposition un joueur ou néglige la mise à disposition en violation des dispositions de la présente annexe, la Commission d'Homologation et de Discipline déclarera perdu le match (ou les matches) auquel le joueur a participé avec le club concerné pendant la période visé à l'article 5 ci-dessus.
3. Si un joueur regagne son club en retard et ce, plus d'une fois, la Commission du d'Homologation et de Discipline peut, à la demande du club, imposer des sanctions à l'encontre du joueur.

Article 7 : Report de match

Tout club dont plus de trois joueurs sont convoqués par la FECAFOOT pour ses équipes représentatives voit ses matches programmés pendant cette période de convocation, reportés.

ANNEXE 2

INDEMNITES DE FORMATION ENTRE CLUBS AFFILIES À LA FECAFOOT

Article 1 : Objectifs

1. La période de formation et d'éducation d'un joueur se situe entre l'âge de 12 ans et de 23 ans. L'indemnité de formation est due jusqu'à l'âge de 23 ans pour une formation suivie jusqu'à l'âge de 21 ans.
2. l'obligation de payer l'indemnité de formation ne portera aucun préjudice à toute obligation de s'acquitter d'une indemnité pour cause de rupture de contrat.

Article 2 : Paiement de l'indemnité de formation

1. Une indemnité de formation est due lorsqu'un joueur est enregistré pour la première fois en tant que professionnel.
2. Aucune indemnité de formation n'est due :
 - a) si l'ancien club met fin au contrat du joueur sans juste cause (sans préjudice aux droits des autres anciens clubs) ;
 - b) si le professionnel réacquiert son statut d'amateur lors du transfert.

Article 3 : Responsabilité de paiement de l'indemnité de formation

1. Lorsqu'un joueur est enregistré pour la première fois en tant que professionnel, le club pour lequel le joueur est enregistré est tenu de payer l'indemnité de formation dans un délai de 30 jours à tous les clubs auprès desquels le joueur a été enregistré conformément à la carrière du joueur telle qu'indiquée dans le passeport du joueur et qui ont contribué à sa formation à partir de la saison de son 12^e anniversaire. Le montant à verser est calculé au prorata de la période de formation que le joueur a passé dans chaque club. En cas de transferts ultérieurs du professionnel, les indemnités de formation professionnelle ne seront dues qu'à l'ancien club du joueur par le nouveau club pour la période au cours de laquelle il aura effectivement formé le joueur.
2. Dans les deux cas susmentionnés, le délai pour le paiement de l'indemnité de formation est de trente jours suivant l'enregistrement du professionnel auprès du nouveau club.

3. Si aucun lien entre le professionnel et ses clubs formateurs ne peut être établi ou si les clubs formateurs ne se manifestent pas dans un délai de 18 mois après que le joueur a signé son premier contrat professionnel, l'indemnité de formation sera versée à la FECAFOOT.

Article 4 : Coûts de formation

1. Les indemnités de formation à répartir entre les clubs formateurs sont fixées ainsi qu'il suit :
 - transfert du joueur à un club de la MTN Élite One : 1 000 000 FCFA ;
 - transfert du joueur à un club de la MTN Élite Two : 500 000 FCFA ;
 - transfert du joueur à un club du championnat provincial ou départemental : 250 000 FCFA.

ANNEXE 3

MECANISME DE SOLIDARITE

Article 1 : Contribution de solidarité

Si un professionnel est transféré alors qu'il est sous contrat, 5 % des indemnités payées à l'ancien club, à l'exception de l'indemnité de formation seront déduits du montant total de cette compensation et redistribués par le nouveau club à titre de contribution de solidarité au (x) club (s) ayant pris part à la formation et à l'éducation du joueur. Cette contribution de solidarité reflètera le nombre d'années (au prorata s'il s'agit de moins d'une année) durant lesquelles il était enregistré dans chacun des clubs entre les saisons de son 12^e anniversaire et de son 23^e anniversaire :

- Saison de son 12^e anniversaire : 5 %
- saison de son 13^e anniversaire : 5 %
- Saison de son 14^e anniversaire : 5 %
- Saison de son 15^e anniversaire : 5 %
- Saison de son 16^e anniversaire : 10 %
- Saison de son 17^e anniversaire : 10 %
- Saison de son 18^e anniversaire : 10 %
- Saison de son 19^e anniversaire : 10 %
- Saison de son 20^e anniversaire : 10 %
- Saison de son 21^e anniversaire : 10 %
- Saison de son 22^e anniversaire : 10 %
- Saison de son 23^e anniversaire : 10 %

Article 2 : Modalités de paiement

1. Le nouveau club versera la contribution de solidarité au (x) club (s) formateurs conformément aux dispositions susmentionnées au plus tard 30 jours après l'enregistrement du joueur.
2. Le nouveau club est responsable du calcul du montant de la contribution de solidarité et de la manière dont ce montant sera réparti. Il tiendra compte de la carrière du joueur telle qu'indiquée dans le passeport du joueur. Afin de satisfaire à cette obligation, le nouveau club pourra, en cas de besoin, bénéficier de l'assistance du joueur.
3. Si le lien entre le professionnel et ses clubs formateurs ne peut être établi dans les 18 mois suivant le transfert, la contribution de solidarité sera versée à la FECAFOOT.
4. La Commission d'Homologation et de Discipline de la FECAFOOT peut infliger des sanctions disciplinaires aux clubs ne respectant pas les obligations de la présente annexe.